

Décret n° 0457/ PR / MBCFPF du 19 avril 2013
Règlementant la démission des agents publics permanents

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

CHEF DE L'ETAT ;

Vu la constitution ;

Vu le décret n° 0140/PR du 27 du février 2012 portant nomination du premier ministre, chef du gouvernement ;

Vu le décret n° 0141/PR du 28 février 2012 portant nomination des membres du gouvernement de la République ;

Vu la loi n° 8/91 du 26 septembre 1991 fixant le statut général des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 12/94 du 16 septembre 1994 portant statut des magistrats ;

Vu la loi n° 4/96 du 11 mars 1996 fixant le régime général des pensions de l'Etat ;

Vu la loi n° 001/2005 du 4 février 2005 portant statut général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 18/2010 du 27 juillet 2010 portant ratification de l'ordonnance n° 007/PR/2010 du 25 février 2010 portant statut particulier des militaires ;

Vu la loi n° 17/93 du 1^{er} septembre 1993, portant statut particulier des personnels des corps autonome de la sécurité pénitentiaire ;

Vu la loi n° 19/2010 du 27 juillet 2010 portant ratification de l'ordonnance n° 0013/PR/2010 du 25 février 2010 portant statut particulier des personnes de forces de police nationale ;

Vu le décret n° 692/PR/MBCFPFRE du 14 octobre 2010 portant attribution et organisation du ministère du budget ; des comptes publics et de la fonction publique ; chargé de la réforme de l'Etat ; ensemble les textes modifications subséquents ;

Le conseil d'Etat consulté

Le conseil des ministres entendu

DECRETE :

Article 1^{er} : La démission est l'acte par lequel l'agent public permanent ; par acte sous- seing privé marque sa volonté non équivoque de quitter la fonction publique. Elle peut intervenir dans les trois cas suivants :

- la démission pour convenances personnelles ;
- la démission dans le cadre d'un programme de départ volontaire ;
- la démission dans le cadre d'un programme de départ anticipé à la retraite.

Article 2 : Le programme de départ volontaire désigne l'opération décidée et planifiée par le Gouvernement ; au cours de laquelle tout agent public permanent qui veut en bénéficier ; démissionne de la Fonction Publique en contrepartie d'une indemnité dont le montant lui est préalablement communiqué.

Article 3 : Le programme de départ anticipé à la retraite désigne l'opération décidée et planifiée par le Gouvernement, au cours de laquelle tout agent public permanent ayant déjà accompli la durée de service minimale requise par la loi pour jouir immédiatement d'une pension de retraite, et qui veut en bénéficier, démissionne de la Fonction Publique, en contrepartie d'une indemnité dont le montant lui a été préalablement communiqué.

Article 4 : Un arrêté du Premier Ministre fixe les dates d'ouverture et de clôture ainsi que les autres modalités d'exécution des programmes de départ volontaire et de départ anticipé à la retraite.

Article 5 : Dans tous les cas ; la démission ne devient effective que si elle a été régulièrement acceptée par l'autorité administrative compétente.

Chapitre 1^{er} : De la démission pour convenances personnelles

Article 6 : La démission pour convenances personnelles peut intervenir à tout moment de la carrière .Elle ne donne lieu à aucune indemnité.

Chapitre : II De la démission dans le cadre d'un programme de part volontaire.

Article 7 : Pour présenter sa démission dans le cadre d'un programme de départ

volontaire :

- avoir acquis un droit à pension ;
- ne pas avoir accompli la durée de service minimale requise par la loi pour jouir immédiatement d'une pension de retraite ;
- ne pas avoir exercé des fonctions ayant ouvert droit à une pension relevant d'un régime particulier ou spécial de retraite.

Article 8 : L'agent public permanent démissionnaire dans le cadre d'un programme de départ volontaire doit remplir un formulaire mis à sa disposition par l'Administration.

Ce formulaire porte les mentions ci après ; concernant l'agent :

- l'état civil de l'agent ;
- le matricule de solde ;
- la dernière situation administrative ;
- le montant de l'indemnité à percevoir en contrepartie du départ volontaire ;
- une déclaration sur l'honneur de sa volonté libre et non équivoque de quitter définitivement la Fonction Publique.

Article 9 : L'autorité administration compétente visée à l'article 6 ci-dessous désigne le Ministre responsable de l'administration d'affectation de l'agent public permanent et du Ministre chargé de sa gestion.

Article 10 : Il est versé à l'agent public permanent démissionnaire une indemnité dénommée Indemnité de Départ Volontaire, en abrégé IDV.

L'IDV est constituée de la somme de deux éléments suivants :

- le produit du nombre d'année de service effectué et de la dernière rémunération mensuelle brute perçue par l'agent public permanent avant sa démission,
- le produit de la moitié du nombre de mois de service restant à accomplir jusqu'à l'âge limite de mise à la retraite et de la moitié de la dernière rémunération mensuelle brute perçue par l'agent public permanent avant sa démission pour départ volontaire.

Article 11 : La dernière rémunération brute est composée comme suit :

- pour l'agent civil de l'Etat, de la solde de base fonctionnaire, de l'indemnité compensatrice, de la solde de base spécialité et de l'aide au transport ;
- pour les militaires ; de la solde de base militaire, de la charge militaire et de l'indemnité de transport.

Article 12 : Le paiement de l'IDV est réputé acquis à la date de la cessation effective de l'activité.

Article 13 : L'agent public permanent démissionnaire ne peut ; en aucun cas ; être de nouveau recruté dans la Fonction Publique ou dans tout autre organisme public.

Chapitre III : De la démission dans le cadre d'un programme

de départ anticipé à la retraite

Article 14 : Peut présenter sa démission dans le cadre d'un programme de départ anticipé à la retraite, l'agent public permanent remplissant les conditions suivantes :

- avoir au moins cinquante et un an ;
- avoir accompli la durée de service minimal requise par la loi pour jouir immédiatement d'une pension de retraite ;
- être à plus d'une année de l'âge limite de mise à la retraite ;
- ne pas avoir exercé des fonctions ayant ouvert droit à une pension relevant d'un régime particulier ou spécial de retraite.

Article 15 : L'agent public permanent démissionnaire dans le cadre d'un programme de départ anticipé à la retraite doit remplir le formulaire mis à sa disposition par l'Administration.

Ce formulaire porte les mentions suivantes :

- état civil de l'agent ;
- le matricule solde ;
- la dernière situation administrative ;
- une déclaration sur l'honneur de sa volonté libre et non équivoque de quitter définitivement la Fonction Publique ;
- le montant de l'indemnité à percevoir en contrepartie du départ anticipé à la retraite.

Article 16 : L'autorité compétente visée à l'article 6 ci-dessus désigne le Ministre responsable de l'Administration d'affectation et /ou le Ministre chargé de sa gestion.

Article 17 : Il est versé au fonctionnaire démissionnaire une indemnité dénommée « Indemnité de départ Anticipé à la Retraite » ; en abrégé IDAR.

Article 18 : L'IDAR équivaut au produit du nombre d'année en service effectué par l'agent multiplié par 75% de la dernière rémunération brute mensuelle.

Article 19 : La dernière rémunération brute mensuelle est composée comme suit :

- pour l'agent civil de L'Etat ; de la solde de base fonctionnaire, de l'indemnité compensatrice, de la solde de spécialité de l'aide au transport,
- pour les militaires, de la solde de base militaire de la charge militaire, de la charge et de l'indemnité de transport.

Article 20 : Le paiement de l'IDAR est réputé acquis à la date de la cessation effective de l'activité.

Article 21 : L'IDAR est liquidée et payée à la date d'effet de la décision de départ anticipé à la retraite.

Article 22 : L'agent public permanent démissionnaire pour départ anticipé à la retraite, ne peut, en aucun cas, solliciter ou accepter un nouvel emploi dans la Fonction Publique ou dans tout autre organisme public.

Chapitre V : des dispositions diverses et finales

Article 23 : L'acceptation de la démission qu'elle qu'en soit la forme rend celle-ci irrévocable.

Elle est matérialisée par un arrêté du Premier Ministre.

Article 24 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoins, les dispositions de toute nature nécessaire à l'application du présent décret.

Article 25 : Le présent décret sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 19 avril 2013

Par le Président de la République,

Chef de l'Etat

Ali Bongo ONDIMBA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Raymond NDONG SIMA

Le Ministre du Budget, des Comptes Publics et de

la Fonction Publique

Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA

Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, des Droits Humains

et des Relations avec les Institutions Constitutionnelles

Ida RETENO ASSONOUET

Le Ministre de la Défense Nationale

Pacome Rufin ONDZOUNGA

Colonel	1	1^{ère} et 2^{ème} année de grade	1110
Capitaine de Vaisseau	2	3^{ème} et 4^{ème} année de grade	1160
Régisseur en Chef	3	5^{ème} et 6^{ème} année de grade	1200
	4	7^{ème} et 8^{ème} année de grade	1225
Colonel-Major	1	1^{ère} et 2^{ème} année de grade	1260
Capitaine de Vaisseau-Major	2	3^{ème} et 4^{ème} année de grade	1300
	3	5^{ème} et 6^{ème} année de grade	1360
Régisseur en Chef Major	4	7^{ème} et 8^{ème} année de grade	1400
	5	9^{ème} et 10^{ème} année de grade	1465